

de près aux systèmes de vérification et aux nouveaux régimes de sécurité en Europe, tout comme aux tendances soutenues à la prolifération tant horizontale (dans d'autres pays et régions) que verticale (jusqu'à de nouveaux niveaux technologiques déstabilisateurs) des armements.

En matière de sécurité et de défense, le Canada a dû commencer à adapter sa politique aux changements radicaux survenus en Union soviétique et en Europe de l'Est, et l'Institut s'est efforcé de jouer un rôle pour alimenter le débat public et officiel. Dans la Revue annuelle, j'ai soulevé diverses questions pour des discussions éclairées et, comme l'auteur l'avait promis, l'Institut s'est mis à rassembler d'éminents penseurs de divers secteurs de tous les coins du pays pour entamer une discussion polarisée avec les principaux hauts fonctionnaires composant les groupes d'études gouvernementaux concernés. Un plus petit groupe de personnes ont participé à une table ronde, dont les délibérations ont fait l'objet d'un compte rendu dans le numéro de l'été 1990 de *Paix et Sécurité*; les réflexions des deux groupes ont aidé à façonner un mémoire qui a été présenté au Conseil des relations internationales de Montréal, en avril 1990.

Les grands énoncés de politique faits par M. Clark en janvier et en mai 1990 ont énormément contribué à définir le nouveau mode de pensée d'Ottawa, et nous continuerons à participer aux débats publics en la matière, à mesure que de nouveaux énoncés sur la défense et d'autres volets de la politique de sécurité seront façonnés et diffusés. Nous faisons exécuter sous contrat une grande étude sur la Défense nationale et l'économie canadienne; des chercheurs canadiens de diverses disciplines contribueront à la réalisation de ce projet d'importance vitale.

L'établissement, le maintien et l'édification de la paix ont acquis une nouvelle dimension et un nouveau potentiel, avec la réduction des tensions entre les superpuissances et l'élimina-

tion de ces tensions dans de nombreux conflits régionaux. On peut toutefois encore se demander si le monde profite assez rapidement de ces occasions pour consacrer définitivement ces améliorations et renforcer les systèmes internationaux, de manière à éviter et à contenir les conflits régionaux violents dans le monde.

L'Institut se soucie en priorité de s'interroger sous un jour réaliste sur les autres mesures qui pourraient être adoptées.

Dans le domaine du règlement des conflits, la capacité de surveiller, d'analyser et de proposer des cheminements possibles dans le contexte de conflits régionaux demeure un aspect essentiel du mandat de l'Institut. Les travaux intensifs que nous avons menés sur Chypre au cours des deux dernières années nous ont permis de manifester un engagement soutenu à cet égard, tout comme nos activités qui ont concerné la Namibie et l'Afrique australe. L'Institut s'affaire maintenant à lancer un grand projet sur le conflit libanais, après un retard de quelques mois dû au décès soudain de Norma Salem, qui en avait assumé la coordination à l'origine.

Les questions de la sécurité et de la coopération dans l'Arctique, dont nous avons dit au début de 1989 qu'elles constituaient des thèmes appropriés pour le Canada, ont attiré plus d'attention dans le contexte des activités canadiennes en matière de défense et au vu des préoccupations internationales à portée plus large. L'Institut a apporté sa contribution sur divers plans clefs. Il envisage maintenant d'approfondir son rôle à cet égard et de compléter ainsi d'autres travaux amorcés dans le domaine pour renforcer les capacités nationales du pays, tout en prenant pleinement en compte les inquiétudes des peuples du Nord.

Avec le recul de la Guerre froide et des rivalités Est-Ouest comme facteurs déterminants de la sécurité et de l'insécurité de la planète, l'attention publique s'est en grande partie tournée vers d'autres dangers menaçant la sécurité internationale, par exemple la dégradation de l'environnement et, plus particulière-

ment, les changements climatiques. Notre grand projet mené sous contrat sur cette question, avec le concours de chercheurs de plusieurs universités canadiennes et étrangères, promet de déboucher sur des découvertes fort utiles; par ailleurs, l'Institut s'efforce de trouver des liens (tant sur le plan analytique que populaire) entre les impératifs traditionnels et non traditionnels de la sécurité.

À la faveur de ces grandes analyses et grâce à l'étude de nombreux autres thèmes pertinents, l'Institut a fait beaucoup de progrès au cours de l'année écoulée sur les plans de l'information et des discussions publiques; il a en effet reçu beaucoup de nouvelles demandes et réalisé de nouveaux projets. Le Conseil d'administration et le personnel de l'Institut ont fait face aux défis avec énergie, adresse et enthousiasme, pour aider l'organisme à conserver toute sa pertinence et à bien jouer son rôle de catalyseur dans ce nouveau secteur.

Le Directeur général,
BERNARD WOOD

«Bernard Wood, Directeur général de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, affirme que le Canada peut aussi contribuer à accélérer la mise en oeuvre des réformes démocratiques en Union soviétique, en offrant sa coopération sur le plan économique et à d'autres chapitres.»

KITCHENER-WATERLOO RECORD
22 avril 1989